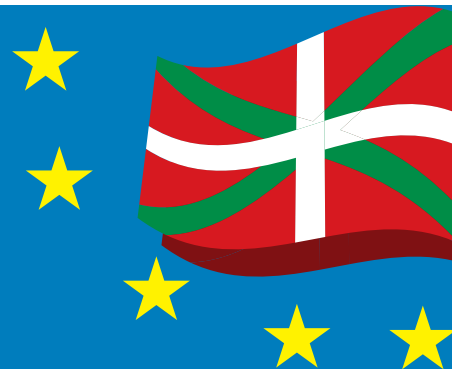


LEMA

LA VRAIE FORCE BASQUE, C'EST VOUS !



N° 109 - Février 2007ko Otsaila

MENSUEL : 2 €

OUI A LA PAIX ! NON A ETA !

IPARRALDEA BAI
P.2

**PROCESSUS
DE PAIX**
P.10-11

**L'EURO-REGION
BASQUE**
P.13

**RAMUNTZO
CAMBLONG**
P.20

BAKE ETA

ETARI indar...

POR LA PAZ Y EL

Exigimos a ETA el fin d



Iparraldea bai, la force locale

Avec le retour de la violence, l'espoir d'une union générale des abertzale disparaît. Mais notre engagement en faveur d' "Iparraldea bai" demeure intact.

Législatives 2007 : une union à 4 impossible

Les discussions entre les partis abertzale pour la préparation des élections législatives en Pays basque nord ont eu lieu jusqu'à maintenant dans un climat d'incertitude lié à la fragilité du processus de paix. EAJ-PNB a tenté l'union de tous les abertzale en vue de participer à une nouvelle dynamique électorale. Un éventuel accord était conditionné à l'arrêt de toute violence. Le cessez-le-feu permanent décidé par ETA ouvrait une voie à l'union des abertzale. L'attentat de Barajas a également fait exploser cette possible coalition électorale que de nombreux électeurs abertzale réclament. Il nous est impossible de travailler avec une formation politique qui refuse de se démarquer définitivement de la violence politique.

Pour "Iparraldea bai"

Désormais, nous souhaitons réactiver la formule de coalition entre les trois mouvements EAJ-PNB, EA et AB dans la perspective des élections législatives de juin prochain. L'intérêt est de constituer un pôle abertzale pragmatique, constructif et ouvert pour traduire dans les urnes l'influence grandissante de l'abertzalisme.

Pragmatique, nous souhaitons une reconnaissance du Pays basque en rapport avec la situation actuelle. La situation actuelle n'est pas digne d'un pays à prétention démocratique. Après la Corse, la deuxième région de France la plus abertzale dans les urnes n'a toujours obtenu aucune reconnaissance institutionnelle.

Une de nos revendications : la Chambre d'Agriculture en Pays basque.



La France si fière de sa souveraineté se plie aux exigences de Madrid et a choisi de pourrir sciemment la situation de façon irresponsable. L'Etat français a perdu sa crédibilité au sein du mouvement abertzale après des années de reniement et de succédanés qui complexifient encore plus le paysage institutionnel local.

Notre prétention est pourtant réaliste et populaire : un département Pays basque dont les compétences seraient adaptées aux spécificités locales. 15 années de mobilisation pacifique : vote des maires, manifestations, sondages, rien n'y a fait. Cette campagne électorale sera l'occasion de porter cette revendication, de renforcer l'affirmation sereine de notre identité territoriale, de montrer l'intérêt pour notre développement local d'une institution dotée de compétences économiques et culturelles.

Pragmatique, constructif et ouvert

Constructif, nous souhaitons montrer les atouts de la pensée abertzale sans stigmatiser nos adversaires, mais en dénonçant les raccourcis utilisés pour discréditer notre courant de pen-

sée, l'amalgame à la violence politique, la fermeture ethniciste, le communautarisme ...

Ce pays n'aurait jamais connu son niveau actuel sans le dynamisme généré par les militants abertzale, les emplois créés par Herrikoa, le renouveau paysan, l'espoir de sauver l'euskara grâce aux ikastola, la création culturelle du monde associatif face au folklorisme.

Ouvert, nous souhaitons rendre positifs des termes trop connotés comme l'identité ou l'institution. Dans son histoire, l'identité basque s'est toujours nourrie d'influences extérieures. Nous souhaitons poursuivre ce mouvement vertueux d'une création ancrée dans un patrimoine.

Espérons que dans les prochaines semaines, « Iparraldea bai » soit porteur d'une dynamique qui marque une progression du vote abertzale.

Un challenge difficile pour les abertzale mais utile pour le Pays Basque

Les élections législatives sont traditionnellement défavorables aux abertzale. Le vote utile en faveur d'un député d'une grande formation politique française lamine généralement les petites candidatures. Quel intérêt de voter pour un candidat qui n'a aucune chance d'être présent à l'Assemblée Nationale ? Le système de représentation à la majorité freine l'expression de la diversité. Localement, les abertzale subissent cette loi implacable concoctée pour servir les intérêts des grandes formations politiques françaises. Cela étant, les deuxièmes tours des législatives qui voient s'affronter quasi automatiquement les candidats des 2 principaux partis français sont extrêmement serrés. Dès lors,

le vote abertzale du premier tour trouve toute sa justification. En effet il peut faire pencher la balance d'un côté comme de l'autre au second tour.

Voici les résultats obtenus lors des dernières élections législatives par le mouvement abertzale.

mars 1993

AB :	6739 voix	5,68%
EA :	1440 voix	1,17%
Total :	8 179 voix	5,96%

mai 1997

AB :	7 574 voix	6,44%
EA (4, 5ème) :	1 233 voix	1,76%
PNB (6ème) :	2 127 voix	4,46%
Total :	10 934 voix	9,30%

Juin 2002

AB :	7 570 voix	5,91%
PNB/EA :	1 890 voix	1,47%
Total :	9 460 voix	7,39%



Parenthèse inadmissible

Il est des éditos que l'on n'aime pas rédiger. Celui-ci en est un car, il faut bien l'avouer, la déception plane sur le Pays basque depuis ce matin du 30 décembre où ETA a fait exploser une bombe qui a coûté la vie à deux Equatoriens innocents. Cet attentat a provoqué l'arrêt immédiat des négociations déjà fort difficiles entre l'Espagne et ETA. Le premier ministre espagnol Zapatero s'est vu obligé d'interrompre soudain le processus de paix et de normalisation. Il avait déjà bien du mal depuis quelques mois à s'affranchir de l'opposition à tout dialogue avec ETA, venue tant du côté de la droite espagnole du PP que des rangs mêmes du parti socialiste, le PSOE. En effet il était, par exemple, incompréhensible qu'aucun rapprochement des prisonniers n'ait été accordé, c'est-à-dire simplement incompréhensible que la loi espagnole n'ait été respectée.

Processus arrêté

Mais aujourd'hui c'est le retour à la case départ et tout ceci est fort dommageable pour le Pays basque. Le processus s'est arrêté et les mêmes qui criaient avant le 30 décembre qu'il était en grand danger auront bien du mal à nous faire croire que la négociation peut reprendre comme si rien ne s'était produit.

Pour preuve, les attaques contre le PSOE et le PNB ont repris tant dans les déclarations que dans les actions de « kale borroka ». L'autocritique au sein même de Batasuna sur sa lecture des événements n'est pas à l'ordre du jour semble-t-il. Et c'est un pré requis essentiel pour avancer dans tout processus de normalisation. Les progrès allaient pourtant bon train et Josu Jon Imaz, président national d'EAJ-PNB, donnait toute son énergie et tout le poids du parti pour apporter le soutien de la société basque à la paix. Mais l'Espagne et l'ETA n'ont pas pu ou voulu répondre à l'appel d'un peuple fatigué par quarante ans de lutte inutile et de mort.

Aujourd'hui, comme l'ont clamé et proclamé plus de 80 000 personnes le 13 janvier dernier dans les rues de Bilbao à l'appel du Lehendakari Ibarretxe, le dialogue et la paix passent tout d'abord par la fin d'ETA, par une trêve définitive.

Iparraldea bai

Il est clair aujourd'hui concrètement que Batasuna s'est éloigné des autres partis basques et que toute collaboration est rendue plus ardue du fait même de cette différence éthique fondamentale sur la non-violence. En espérant que cette période inadmissible de trouble et d'incertitude ne soit qu'une brève parenthèse, essayons de renforcer l'union des partis basques sous la bannière d'Iparraldea bai et montrons ainsi au peuple basque que la volonté pacifique de prendre son destin en main est forte et déterminée. Comme en Navarre avec Nafarroa Bai, c'est le message que doivent entendre les électeurs du Pays basque en France.





Agriculteurs : on vote !

Du 21 au 31 janvier, les agriculteurs auront voté pour élire leurs représentants à la chambre d'agriculture. Une élection qui devrait confirmer la domination de la FDSEA pour deux raisons : elle est réalisée sur l'ensemble du département et les opposants au syndicat majoritaire partent divisés (ELB en Pays basque et Confédération paysanne en Béarn plus une liste de la coordination rurale, essentiellement présente en Béarn).

L'enjeu sera ailleurs : savoir quel poids respectif auront les deux syndicats en Pays basque. Lors des élections précédentes, ELB y avait devancé la FDSEA, mais sans atteindre la majorité absolue. Mais sa nette domination en Béarn, avait permis à la FDSEA de truster tous les postes de commande à la chambre d'agriculture à Pau.

En tout cas, cette fois ci, la FDSEA a clairement affiché ses prétentions en Pays basque puisque sa tête de liste départementale est de Basse Navarre : Jean Michel Anxolabehere. Il trouvera sur son chemin, l'actuel président de Euskal herriko laborantza ganbara, Michel Berhocoirgoin, responsable bien connu d'ELB.

Pas de correspondance

Le mode de ces élections, un vote par correspondance, est fortement contesté par ELB. Officiellement, il s'agit de faire progresser la participation des électeurs en leur évitant d'être obligés de se déplacer dans leur chef lieu de canton. Mais d'autres estiment que ce nouveau mode de scrutin est bien pratique pour ceux qui s'opposent à la reconnaissance de la spécificité de l'agriculture basque défendue par ELB. En donnant les résultats au niveau du département, le vote basque ELB sera forcément noyé dans le vote béarnais nettement acquis à la FDSEA. Si les résultats avaient été donné canton par canton comme auparavant, on aurait pu mesurer plus précisément le poids de chacun zone par zone.

4 500 pour la manif

Environ 4500 personnes ont défilé à St Palais le 30 décembre dernier à l'appel de l'association Leia qui s'oppose au projet routier Pampelune/Salies.

S'y trouvaient bien sûr des agriculteurs notamment d'ELB, des élus, dont ceux des communes concernées, mais selon les témoins présents beaucoup d'anonymes qui n'avaient jamais participé à une manifestation et que le projet porté par le Conseil général des Pyrénées Atlantiques et la Communauté forale de Navarre inquiète.

Même si Jean Jacques Lasserre, le président du Conseil général, assure que le projet n'est pas une 2 fois 2 voies (il parle de l'amélioration du réseau existant) il n'a pas convaincu les manifestants. Pas plus que son bras droit en charge du dossier, Barthélemy Aguerre, pourtant élu d'Amikuze. Il est vrai que l'opacité qui entourait le projet lors de son démarrage n'était pas fait pour rassurer.

Une difficulté supplémentaire existe pour les tenants du projet : l'opposition dépasse les clivages politiques puisqu'on y trouve aussi bien des abertzale, des gens proches des verts et de la gauche française que des UDF ou même des UMP. La visite du président UMP de la communauté de communes Garazi/ Baigorri, Alphonse Idiart et de 22 de ses collègues à J.Jacques Lasserre est là pour le rappeler.



M. Lasserre et sa méthode mis en cause par les opposants à la transnavarraise.

Ca tangué dans la 4ème

La bataille électorale dans la 4ème circonscription dite basco-béarnaise (qui « rayonne » d'Hasparren à la vallée d'Ossau) promet d'être intéressante. Tout simplement parce que son issue est loin d'être définie tant les candidats pourraient être nombreux. On sait que le député UDF sortant, Jean Lassalle repart. Que son voisin UMP d'Oloron Ste Marie, Hervé Lucbéreilh, en meurt d'envie. Qu'une candidature basque d'ouverture pourrait tirer son épingle du jeu. Et qu'une ribambelle de petits candidats devrait être sur la ligne de départ. Mais, et le PS dans tout ça ? Officiellement, les militants socialistes ont désigné l'oloronais Jean Pierre Domecq laissant sur le bord de la route le candidat naturel (au vu du nombre de tentatives au moins !) Frantxoa Maitia.

Mais voilà, un courrier du siège parisien du PS remet tout en cause en affirmant que c'est bien Maitia qui a devancé Domecq dans le vote des militants. Mais dans le même temps, ce courrier confirme la candidature de Domecq. On imagine la fureur de Maitia que certains de ses amis pousseraient à se présenter même sans l'investiture PS.

Et si la vérité était ailleurs

Et si cette lutte pour la candidature entre les deux candidats n'était en fait qu'un moyen de détourner l'attention des militants PS du véritable but des instances parisiennes ? C'est en tout cas une des rumeurs qui court. A Paris, on aurait jugé cette 4ème circonscription imprenable. Et comme les accords électoraux avec notamment les Verts et les radicaux de gauche prévoient de leur laisser des circonscriptions, pourquoi ne pas leur laisser la 4ème ? Mais comme il aurait été difficile de faire « avaler ça » à un politicien expérimenté comme Maitia (qui plus est vice-président du Conseil régional !) les instances parisiennes auraient préféré négocier le retrait de candidature avec un candidat moins remuant, en l'occurrence, J.P.Domecq...

Agur Xiberoa !

Agur Xiberoa (bonjour, la Soule !), c'est le nom du premier journal scolaire en basque souletin qui vient de sortir fin décembre dernier. Tiré à 2000 exemplaires, ce bulletin de 8 pages en format A4 est le fruit du travail des 350 élèves des écoles bilingues de Soule. Cette coopération entre différentes filières bilingues (ikastola et ikas bi) autour d'un même projet, ainsi que la mobilisation de partenaires très divers (communauté de commune de Soule Xiberoa, inspection académique, centre pédagogique Ikas...) est à souligner. Et si vous voulez vous lire Agur Xiberoa, rien de plus simple : il est en vente dans les librairies souletines au prix d'un euro. Et son arrivée est bientôt annoncée à Pau, Bordeaux ou Paris, via les réseaux de la diaspora basque.

Encore un effort !

Le pari lancé par Batera est en passe d'être réussi ! Avec 25 045 signatures recueillies fin décembre 2006, on s'approche du résultat souhaité, soit 46 000 signatures. Des signatures qui permettront enfin d'ouvrir officiellement le débat de la création d'un département Pays basque au Conseil général palois. Mais il reste encore du chemin à faire. Et puisque les récentes campagnes de signatures dans la rue à St Jean de Luz et Bayonne ont montré que l'accueil du public est favorable, il reste donc une bonne marge de progression possible.

DENETARIK BAINA EUSKARAZ UREZTATZAILE UREZTATUA

Liraina lehen

Ez dizut, ez, Méliès-en filme famatua aipatuko (Zinemaren historia lehen lehenetakoa). Baina erran dezakegu gure Iparraldeko abertzale mundu txiki honetan berriki gertatu denak Méliès-en filme honekin zerikusia duela. Aitor Arandia-k, Baionako herriko etxeko EAJ-ren hautetsiak, bere auzia irabazi du Baionako ezker abertzalaren kazeta baten aurka. Azken horrek gure alderdikidea deitu zuen « le basquignole de service » (en français dans le texte). Justiziaren erabaki honekin zoriontsuak ote gaude E.A.J.-kideak ? Ez. Kontentaturik bakarrik. Zeren eta horrelako esapide bat iraingarria baitzen eta honelakoaren zigortzea justizia eta zuzentasuna da. Bizkitartean, sinboloa ez da abertzaleen gorapaitzekorik.

Ohar zaitezte : frantziar Justiziak du abertzaleen arteko kereila trenkatzen ! Denok ahalge izan gaitezke, ba. Izen bat zikindu dute eta zertarako ? Hitz joko huts baten egiteko ? Beharba, eta hori izan liteke idazlearen zuribide bakarra. Baina norbait aipatzen dugunean, gogoratu behar diogu gure buruari « izen » baten gibelean « izan » bat izaten dela, gizaki bat, bere ohorearekin eta bere minberatasunarekin. Besteak ez du guk bezala pentsatzen ? Ez da arrazoi bat hura beltzeko. Gauza bera erraten ahal da beste manera batez, ez badugu pertsona begiztatzen, baizik eta zerbaite adierazteko badugun. Erranen zenezadake guk gauza bera egiten dugula « Lema » bakoitzean, Zapatero edo De Villepin, adibidez, aipatzen dugunaldi oro edo abantxu, guk ere umorismoa egiten saiatzen dugularik ? Egia da. Baina bada gaitzeko ezberdintasun bat : horrelako pertsonaia handiak munduan zehar (edo abantxu) ezagunak dira eta zer nahi, alde ala kontra, erraten izaten da haiei buruz ; eta askotan ez dira ere jakinean hain ugari direlarik kritikak eta maiseak ! Hori, mugaturik gelditzen baldin bada (bizitza pribatua ez da aipagarria adibidez) joko demokratikoa da, gainera estatu baten mailakoak ahaltsuak dira eta aspalditik ohidura hartu dute. Botereari dagokio arriskutsu hori. Baina egun guziz zure herriko karriketetan gurutzatzen ahal duzun norbaiten izena zikintzea ez da onargarria, abertzaleen artean beriziki. Ez gara hainbeste Iparraldean gure denbora iragateko elkarren liskar antzuetan. Dirua, eta batez ere denbora eta kemena xahutzen ditugu horrelakoetan.

Batasuna ekintzetan obratzen

Bestaldetik, zer erranahia dauka esapide horrek funtsean ? “basque-guignole” bistan dena. Beraz gure alderdikidea txotxongilo bat ez dela baizik ; ez duela ezertarako balio, ez duela fit-sik egiten. Eta auzi hori noiz gertatu da ? Gut gorabehera Baionako herria euskararen alde engaiatu den astean, Euskararen Erakunde Publikoaren bidez! Lehen aldia da Iparraldean hiri batek (eta hiriburuak !) horrelako konpromiso bat hartzen duela ! Egiazko antzinamendu bat da euskararentzat eta honela jarraibidea erakusten die Baionak Iparraldeko beste hiri eta herriei ! Eta Aitor Arandia-k du, justuki, afera honetan eskua sartu, ez eta hanka (haren kritikatzailerik bezala) ! Badakigu, guretzat, abertzaleentzat, euskara dagoela gure borrokaren mamian.

(euskararik gabe ez da Euskal Herririk). Zinez, nor dira « basquignole » delako horiek, parada honetan bederen ? Egia ankerra da. Espero dut



A. Arandia, euskararen alde lanean ari den hautetsi jeltzalea

ikasgaia ikasia izanen dela. Berehala diot gure aldetik honelako zozokeria baten egitea izan litekeela egun batez, ez baigara hutsezinak, eta oker izanen ginateke. Otoi, entsea gaitzen alderdikeria ekiditen. Hautetsi abertzale bat delarik herriko etxe batean, edozein etiketarekin, gauza on bat da euskararentzat, baita ere orokorki gure borrokarentzat. Horrek ez du erran nahi ez ditugula gure ezberdintasunak agerian ezarri behar. Horrek erran nahi du elkar errespetatu behar dugula, elkarrengan beriguna ukan. Batzen gaituena bereizten gaituena baino garrantzitsuagoa da eta azkarragoa izan behar du. Hori guztia ez da nahimen on baina inozente batekoa, hori politika eraginkorragokoa da. Abertzaleen egiazko arerio bakarrak euskaltasuna uko egiten dutenak dira bakarrik. Ez dezagula ahantz !



XORROTX

La Justice espagnole serait chargée d'ins-truire des poursuites contre un journaliste (non basque, cette fois, ce qui lui évitera certainement les mauvais traitements, voire la torture). Ce journaliste espagnol a rapporté que le roi d'Espagne a fait un séjour l'été dernier en Russie pendant lequel les autorités russes auraient organisé une chasse à l'ours en l'honneur du monarque. Jusque là, rien de bien méchant (quoique la chasse... M'enfin, le roi très catholique n'est pas bouddhiste, il lui est permis par sa religion de tuer des bêtes pour son plaisir). Là où ça se corse (et les Basques n'y sont donc toujours pour rien) c'est que le journaliste en question nous dit que pour être bien sûr que le roi ne rate pas sa cible (quoique raté un ours...) et que l'opération se passe sans danger (pour l'homme, pas pour l'ours) on aurait fait auparavant déjeuné cette brave bête de miel (elle adore) assaisonné de Vodka ! Donc c'est quasiment à bout portant que le roi cantabrique aurait buté l'animal bourré. L'histoire ne dit pas si la bête était dans le coma éthylique quand elle reçut sa ration de plomb dans la viande. Si le vétérinaire a bien dosé le cocktail, on peut penser que le nounours bougeait un peu pour amuser la Cour, peut-être même qu'il dansait s'il a le vin gai et pour peu qu'on lui est appris quelques sauts de Basque (ah ! On y vient) au Bolchoï. On peut appeler ça du sport. La Justice espagnole, elle, appelle ça de la calomnie (ce n'est que de la camomille et non de l'alcool qu'on a donné à l'ours qui a eu l'honneur d'être flingué par el Rey soi-même). Donc ce crime (de lèche-Majesté) ne restera pas impuni. Mais le roi, vraiment pas rancunier et plein de mansuétude et de bravitude, a fait savoir qu'il pardonnait à l'inventeur de cette histoire d'ours mal léché, et qu'il offrait au journaliste un voyage en Russie l'été prochain, ainsi qu'une caisse de Bourbon y Bourbon. Olé !



Liban : ça va recommencer

Le Hezbollah réarme, la FINUL ferme les yeux et Israël s'apprête à une nouvelle intervention. Voici le scénario probable qui verra le jour au Liban si la FINUL aux premiers rangs desquels la France n'applique pas la résolution 1701 : désarmer les milices du Hezbollah pour éviter toute poche de non-droit au Sud-Liban où le gouvernement de Beyrouth ne pourrait déployer son armée encore bien fragile. La France qui recherche les coupables du meurtre de l'ancien premier ministre Hariri, ami personnel de Jacques Chirac, a une attitude assez incompréhensible. Elle est résolu-

ment anti-syrienne à tel point de refuser toute autre piste que le pouvoir de Damas pour l'assassinat d'Hariri mais très « acclimatante » pour le Hezbollah pourtant armé par la Syrie.

La seule incertitude reste la nature de la réaction israélienne au réarmement. Sera-t-elle très musclée et conventionnelle comme l'été dernier ou bien sera-t-elle plus ciblée et mieux adaptée au combat contre des milices ?



Le Hezbollah au Parlement libanais, prêt au dialogue ?

Clin d'œil : Indépendant mais sans droit d'auto-détermination



Sealand, l'île privée

Le plus petit Etat du monde est à vendre. Petite île en pleine mer du Nord, au large de l'Angleterre, 550 mètres carrés. L'excentrique Roy Bates l'a acquise en 1967 pour s'y installer avec sa famille. Elevant l'île au rang d'Etat, il s'est lui-même proclamé « prince ». L'année suivante, la Royal Navy avait tenté sans succès de faire partir le « Roy de Sealand ». Un juge donna raison à Roy Bates contre le gouvernement britannique, estimant que Sealand se trouvait au-delà de la limite de

trois milles des eaux territoriales du Royaume-Uni. Depuis lors, une constitution, un drapeau, un hymne national, une monnaie officielle, le « dollar de Sealand ». Mais le Roy est âgé et son fils veut vendre. Mise à prix : 15 millions d'euros. Mais posséder un hélicoptère ou un bateau pour y accéder est incontournable...

Bientôt la PAX de MAM ?

MAM ne sera pas candidate à l'élection de la Présidence de la République française. Elle l'a annoncé après s'être longuement entretenu avec Nicolas Sarkozy. Cela lui permettra donc d'œuvrer encore plus pour la résolution du conflit au Liban, en Côte d'Ivoire et au Pays basque, trois régions où la France, qui se veut engagée par les pouvoirs qu'elle s'est auto-conférée, a du mal à assurer le début d'une amorce de dialogue. La paix, voilà un domaine où la France prétend agir mais où la réalité a encore du mal à obéir aux ordres du Ministre de la Défense français.

Après la Pologne, la France et l'Espagne ?

Imaginez qu'à l'instar de la Pologne, on se décide en France ou en Espagne à faire la chasse aux extrémistes qui ont collaboré avec des régimes communistes ou fascistes ! Et que non seulement on regarde le passé de Mgr Wielgus, l'éphémère archevêque de Varsovie contraint à la démission après avoir avoué sa collaboration avec la police communiste mais que l'on regarde aussi le passé des hommes politiques, des magistrats, des policiers, des indics de tous ordres. La grave crise au sein de l'Eglise polonaise serait démultipliée puisque toute la société serait touchée. Aussi bien en Pologne, qu'en France ou Espagne ! Les Pétainistes et les Franquistes au pouvoir à l'Ouest se sont volatilisés, comme les Communistes à l'Est, à la chute de leur régime... Car comme chacun sait, le pays qui a connu le plus de morts pendant la seconde guerre mondiale est l'Italie. L'Italie ? Si, signore ! En effet, avant 1944, il y avait 43 millions de fascistes et à la fin de la guerre il n'en restait plus un...



Elargissement et relance



Paysage roumain

L'arrivée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'Union européenne marque une nouvelle étape de l'élargissement mais intervient à un moment où l'Europe doute d'elle-même.

Depuis le 1er janvier, l'Union des 25 est devenue celle des 27 ; elle compte désormais 488 millions d'habitants répartis sur un territoire allant de l'Atlantique à la Mer Noire, et de la Baltique à la Méditerranée. Ce sixième élargissement fait désormais de l'Union européenne le plus vaste ensemble de population de la planète derrière la Chine et l'Inde.

Une intégration prudente

Avec l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie, s'achève la grande vague d'adhésions des pays de l'ex-Europe de l'Est, consécutive à la chute de l'Empire soviétique.

Ces deux pays adhèrent dans des conditions difficiles. L'Union a longtemps hésité avant de les admettre dès le 1er janvier 2007, et même après sept années de préparation, des défaillances persistent dans des domaines clés comme la lutte contre la criminalité organisée et la corruption, l'adaptation de leurs systèmes judiciaires ou la garantie de la sécurité alimentaire. Ces deux pays devront donc redoubler d'efforts pour répondre pleinement aux critères de l'Union européenne.

Par ailleurs, l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie, jette un coup de projecteur sur la Mer Noire, qui constitue un espace stratégique comme lieu de passage du gaz et du pétrole de la mer Caspienne et moyen d'accès à la Méditerranée. Ainsi, se concentrent dans cette zone, de nombreux enjeux de la relation, plus que compliquée, entre l'Europe et les deux principales puissances de la région : la Russie et la Turquie.

Cette intégration se fait donc sous haute surveillance, d'autant plus qu'elle n'intervient pas forcément au meilleur moment. L'Europe est fatiguée ; elle s'interroge sur son avenir ; la réforme de ses institutions, pourtant d'une urgente nécessité, est bloquée depuis le double non français et néerlandais au projet de Constitution européenne. Le Conseil européen a décidé de faire une pause dans le processus d'élargissement en différant toute nouvelle adhésion tant que l'Union ne se sera pas donnée les moyens institutionnels et financiers de renforcer sa propre « capacité d'intégration ».

La relance allemande ?

Ce 1er janvier, l'Allemagne a pris la présidence de l'Union européenne pour six mois. La question est donc de savoir si Angela MERKEL (dont la famille politique a toujours été au cœur de la construction européenne) sera en mesure de sortir l'Europe de l'état de paralysie dans laquelle elle est plongée depuis 2005. L'Union est en manque dramatique de projet, de méthode, de leadership.

La chancelière allemande voudrait ressusciter la Constitution européenne mais rien de décisif ne pourra se faire durant ce semestre dans la mesure où les deux principaux partenaires de l'Allemagne seront absorbés par leurs affaires internes : les élections présidentielle pour la France (le sujet européen a du mal à émerger pendant cette campagne) et le passage de témoin en Grande-Bretagne entre Tony BLAIR et Gordon BROWN (eurosceptique notoire).

Faute d'avancées significatives sur les questions institutionnelles, la présidence allemande devrait axer ses efforts sur un certain nombre de sujets :

le renforcement du poids de l'Europe dans les grands dossiers internationaux (Proche-Orient, réchauffement climatique, etc...), profitant en particulier du fait que dans le même temps,



Une Bulgarie touristique

l'Allemagne assure la présidence du G8 ; la mise en place d'une véritable politique énergétique commune, garantissant à l'Europe la sécurité de son approvisionnement en énergie ; la nécessaire coordination des politiques économiques, fiscales et sociales...ainsi que la question récurrente d'un vrai budget dont

l'Union a absolument besoin pour agir efficacement.

Le 25 mars prochain, l'Union européenne célébrera le cinquantième anniversaire de la signature du Traité de Rome, acte fondateur de la construction européenne. Mais, un demi-siècle après sa naissance, l'Union européenne apparaît plus que jamais comme un colosse aux pieds d'argile.

La présidence allemande compte fêter cet anniversaire avec éclat. Ce pourrait être l'occasion de redéfinir la raison d'être de l'Union et préciser les contours d'un nouveau modèle dans lequel les Européens puissent de nouveau se reconnaître. Cette célébration ne suffira sans doute pas à balayer la morosité ambiante, mais on peut espérer qu'en replongeant dans son histoire, l'Europe retrouve l'élan qui lui fait défaut pour poursuivre l'aventure.

Fiche signalétique des 2 nouveaux Etats-Membres (données 2005)

BULGARIE :

Population : 7,8 millions d'habitants
Superficie : 111 000 km²
PIB par hab. : 2 771 euros
Taux de croissance : 5,5 %

ROUMANIE :

Population : 21,7 millions d'habitants
Superficie : 237 500 km²
PIB par hab. : 3 590 euros
Taux de croissance : 4,1 %



La Révolution française au Pays basque

(Suite)

Le nombre des déserteurs exaspérait les représentants du peuple en mission, ces agents tout puissants de la Convention qui firent régner la Terreur pour éliminer les contre-révolutionnaires jusqu'aux moindres suspects. Ce fut la chasse aux déserteurs. Le système de la délation, encouragé par des espèces sonnantes et trébuchantes, s'établit partout. Les arrestations se multiplièrent à partir d'octobre 1793, souvent suivies de condamnations à mort.

À la suite d'un incident qui se produisit dans la nuit du 19 au 20 février 1794 à Itxassou, la répression s'abattit sur le Labourd. 47 soldats basques du régiment des chasseurs, originaires d'Itxassou, Sare et Ascaïn, furent recrutés au cours d'un dîner dans une auberge par des agents royalistes de la légion Saint Simon, venus d'Espagne accompagnés du curé de la paroisse émigré, et passèrent avec armes et bagages sur le territoire espagnol, suivis par plusieurs habitants de leurs communes. Ce qui provoqua la colère des représentants en mission, Monestier du Puy de Dôme, Pinet et Cavaignac qui, dans leur rapport à la Convention, le 7 ventôse an II (25 février 1794), laissent éclater leur rage : « Une grande partie du pays qu'on appelle ci-devant pays basque... est habitée par des hommes que la superstition, le fanatisme et l'amour de l'or ont rendu à l'Espagnol... Ce pays est tellement gangrené qu'on n'y peut espérer aucun progrès pour l'esprit public... C'est la Terreur seule, ce sont des châtiments terribles qui peuvent contenir les hommes royalistes dans leur cœur et Espagnols par fanatisme et intérêt... Leurs cœurs sont fermés à l'amour de la patrie et aux principes républicains... Ce pays basque... devrait être purgé, comme la Vendée, par le fer et le feu... Le sang des monstres va couler en expiation de tant de crimes... ».

Trois communes « infâmes »

Par l'arrêté du 13 ventôse an II (3 mars 1794), ils décrétèrent « infâmes » les trois communes de Sare, Itxassou et Ascaïn, ordonnant l'éloignement de tous les habitants, sans distinction d'âge ni de sexe - « L'octogénaire, l'enfant à la mamelle, rien ne fut épargné » - à plus de 20 lieues des frontières et la mise sous séquestre de leurs biens. La même mesure fut appliquée aux suspects, (ceux qui ne pensaient pas comme les Montagnards !) d'Espelette, Ainhoa et Souraïde et à leurs familles. Le 17 mars, de nombreux habitants de Biriattou, Carbo, Macaye, Mendionde, Louhossoa, Larressore,

accusés d'être vendus à l'ennemi, subirent le même sort. Ces malheureuses victimes furent entassées dans les églises, puis conduites dans des charrettes à Saint Pée, Saint Jean de Luz et Ciboure, et transférées dans des églises des Landes et des départements voisins, transformées en camps de concentration, où beaucoup périrent de faim ou de maladie.

L'arrêté du 13 ventôse an II créa aussi une commission extraordinaire de justice à Bayonne, juridiction d'exception, présidée par un natif d'Ainhoa, Jean Mondutéguy, qui statuait sommairement et sans recours et qui, généralement, envoyait les prévenus à la guillotine.

Des exécutions sommaires

Celle-ci, installée sur la place de la Liberté (sic) à Bayonne, a fonctionné dès le mois d'octobre 1793. Les premières victimes furent des prêtres réfractaires et ceux qui les cachaient. Du 11 au 17 mars 1794, plusieurs têtes tombèrent, en commençant par deux femmes dont l'une, âgée de 72 ans était accusée du crime d'émigration parce qu'elle avait été trouvée endormie dans une borde située sur le territoire espagnol et qui, de plus, avait un neveu prêtre réfractaire déjà puni de mort et un frère dans la légion Saint Simon ; l'autre femme était accusée d'avoir déclaré que les déserteurs basques seraient bien accueillis en Espagne et que « avant peu, la nation et les chasseurs basques seraient arrangés à la bonne manière... ». L'aubergiste d'Itxassou chez lequel les 47 déserteurs avaient dîné avant leur départ fut exécuté le 13 mars. La condamnation à mort était prononcée, après un simulacre de jugement et pour les motifs les plus futiles, ainsi pour avoir chanté un refrain royaliste ou pour s'être installé au théâtre dans la loge réservée aux représentants en mission alléguant le principe d'égalité proclamé par les révolutionnaires...

En avril, 12 émigrés combattant dans la légion Saint Simon, faits prisonniers à Saint Jean Pied de Port par les soldats de l'armée des Pyrénées occidentales furent exécutés à Bayonne, les 5 premiers guillotins, les autres fusillés parce que la guillotine était tombée en panne.

Cette triste période de notre histoire a été édulcorée. Tout au plus garde-t-on le souvenir de Madeleine Laralde, cette jeune fille de Sare, guillotinée sur la place de la Liberté (actuelle



La guillotine, symbole de la Révolution française

place Louis XIV) à Saint Jean de Luz le 19 septembre 1794, parce qu'elle avait « entretenu une correspondance avec les ennemis de la République en Espagne » ; on se souvient d'elle parce que son histoire a donné naissance à une très belle chanson.

(à suivre)

Maité Lafourcade



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Resp. de publication : Philippe DULUC

Imprimerie Arizmendi

Design graphique / mise en page : Izar Design

Comité de rédaction :
Fernando ALMANDOZ, Aitor ARANDIA,
Jean BARENETCHE, Ramuntxo CAMBLONG,
Gilles CHOURY, Gorka, Christophe IRASSART,
Beñat OTEIZA, Manuel VAQUERO.

N° CPPAP 0608 P 11238



Pour une Savoie indépendante

Patrice Abeille, responsable de la Ligue Savoisienne présente un visage résolument optimiste et moderne de l'indépendantisme savoisien.

La Ligue savoisienne a tenu son Congrès les 4 et 5 novembre dernier. Où en est votre mouvement?

Notre Congrès annuel (cette fois à Saint-Gervais, au pied du Mont Blanc) a réuni des centaines de militants pour débattre avec les dirigeants du mouvement et avec des intervenants de grande qualité. Ainsi, pour évoquer l'avenir industriel de la Savoie (thème très important, car l'industrie pèse ici plus lourd que le tourisme), nous avons une brochette de chefs d'entreprises, dont l'ancien PDG de Tefal (dont l'usine est à Rumilly). Malheureusement les syndicats de salariés avaient décliné l'invitation.

Nous avons entendu Jean-Philippe Allenbach, candidat fédéraliste à l'élection présidentielle, et quelque temps après la Ligue savoisienne a décidé de soutenir sa candidature. En effet, Allenbach est le seul candidat qui propose la France fédérale, avec les pouvoirs les plus étendus conférés aux régions, et notamment à une région Savoie. Voynet et Bayrou en sont encore très loin, sans parler des candidats de toutes les mouvances centralistes...

La Ligue savoisienne présente des candidates et des candidats (avec une répartition strictement paritaire) dans les 8 circonscriptions législatives, avec le soutien du Mouvement Région Savoie. Nous sommes en effet clairement gradualistes, c'est-à-dire que nous soutenons tout progrès, même minime, vers l'émancipation de la Savoie, sans perdre de vue l'objectif autour duquel la Ligue s'est organisée: la Savoie libre, la Savoie souveraine dans un cadre européen.

La Savoie indépendante, est-ce réalisable?

Pratiquement, tout à fait, mais psychologiquement c'est beaucoup plus compliqué! La Savoie, c'est un million d'habitants sur 10 000 kilomètres carrés, ce serait donc le troisième État européen en taille, après Malte et le Luxembourg. La Savoie est non seulement une vieille nation européenne, à identité affirmée, mais aussi une nation fortement industrialisée et foisonnante d'activités tertiaires de pointe. Notre balance import/export est nettement bénéficiaire, régulièrement, pour des raisons structurelles. S'y ajoutent les gains très impor-

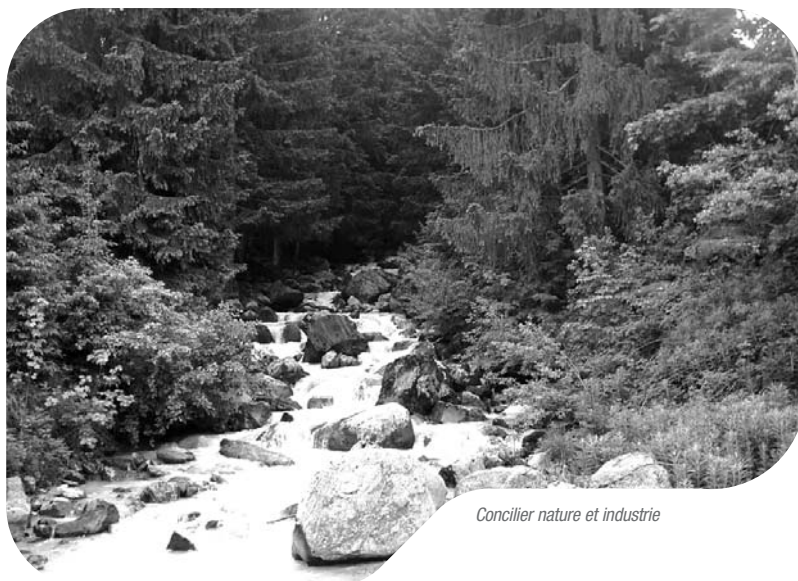
tants du tourisme d'hiver et d'été! S'ajoutent encore les revenus gagnés en Suisse par plus de 40 000 travailleurs frontaliers. Nous avons un excédent fiscal annuel de plus d'un milliard d'euros, et nos assurances sociales ne sont pas en déficit. Notre seule lacune, à mon avis, c'est l'Université de Savoie, à laquelle font défaut le droit et la médecine; il nous faudrait un hôpital universitaire. Avec l'indépendance, nous pourrions faire disparaître très rapidement la pauvreté et le chômage.

Psychologiquement, c'est une autre affaire! En presque 150 ans, la France et ses préfets ont profondément domestiqué les esprits, comme une drogue dure dont le manque provoque des crises d'angoisse. Le contraire de l'indépendance, c'est la dépendance! C'est pourquoi la liberté fait peur aux esclaves du système français. La Ligue savoisienne préfère donc parler d'émancipation, de marche graduelle vers la liberté, et elle encourage tout progrès en ce sens. Ainsi nous représentons tous ceux qui veulent secouer la tutelle, des régionalistes les plus timides jusqu'aux indépendantistes les plus radicaux. Et bien sûr nous réprouvons fermement toute tentation de violence et de clandestinité, car c'est l'épouvantail classique dont se sert l'oppression française pour tenter de

discréditer tout projet d'émancipation.

La Ligue savoisienne a pour fonction principale de désinhiber les Savoyards en leur montrant le potentiel de liberté dont ils disposent et les succès que connaissent d'autres nations européennes. À cet égard nous faisons souvent référence à la Communauté basque (Euzkadi) et à la Slovénie, deux exemples qui rendent optimiste. Nous montrons les réussites éclatantes du fédéralisme chez nos voisins suisses. Nous expliquons les avantages de l'autonomie pour nos cousins du Val d'Aoste, mais aussi ses limites, car l'Italie reste une république beaucoup plus centraliste qu'elle n'en a l'air.

Patrice Abeille est le secrétaire général de la Ligue savoisienne. Il a été Conseiller régional en Rhône-Alpes. Il a permis par son vote le basculement dans le camp démocrate de cette région menacée par le Front National.



Conciller nature et industrie



ETA est le seu

Nous reproduisons la position de Josu Jon IMAZ, président national de notre
basque. Josu Jon IMAZ a été un média
Mais la culture du dialogue fait

EAJ-PNB condamne cet attentat

EAJ-PNB tient avant tout à condamner une nouvelle fois le grave attentat commis par ETA, samedi dernier à l'aéroport de Madrid et se solidarise avec toutes les victimes, les deux personnes disparues et leurs familles.

Je souhaite évaluer une situation qui m'affecte profondément, mais n'atteint pas ma sérénité. En pareille circonstance, nous devons plus que jamais être sereins et revendiquer la confiance en la démocratie et en la politique en réaffirmant notre engagement en faveur des valeurs éthiques dans le discours et la pratique politique, rendus crédibles par 112 ans de constance en la matière.

La rupture de la trêve et le moment que nous vivons n'ont qu'un responsable : celui qui a décidé d'exercer la violence et de tuer : ETA. Les analyses que nous autres avons pu faire sont nécessaires. Mais nous ne devons pas perdre de vue un principe démocratique de base : la responsabilité unique de l'attentat revient à ETA.

La situation née du grave attentat réalisé par ETA samedi dernier exige une analyse plus approfondie que celle conjoncturelle ou de court terme. N'oublions pas la décision d'ETA d'utiliser le terrorisme à des fins politiques dans un contexte démocratique depuis trois décennies. Trois décennies durant lesquelles nous avons connu l'espoir de processus de paix puis la désillusion de la rupture. Tout au long de cette période, dans des circonstances différentes, mais souvent dans des situations de souffrance et de tragédie, cette société a toujours tenté d'accomplir les pas en avant pour obtenir définitivement la paix. Pour que rien ne puisse rompre cette espérance.

La position actuelle d'EAJ-PNB est évidemment liée à la situation créée par l'attentat du samedi précédent, mais elle répond à des questions de fond et dépasse l'agenda établie par ETA.

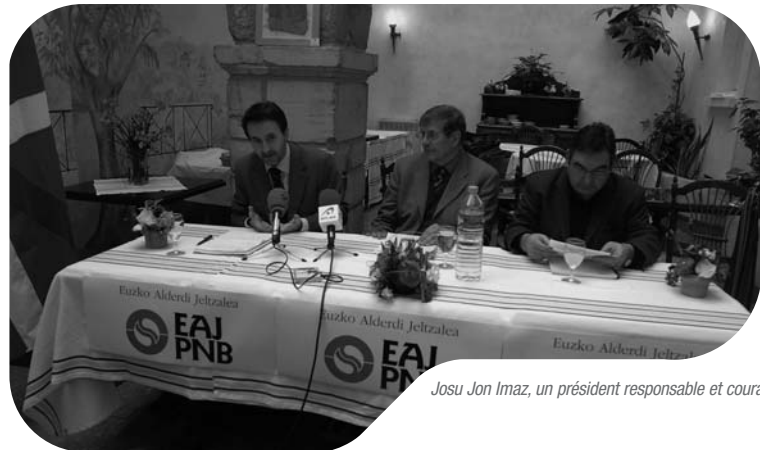
ETA n'a aucune légitimité démocratique

ETA est une organisation terroriste qui au nom d'une représentation supposée populaire que personne ne lui a conféré, prétend à des objectifs politiques par la pratique de la violence. En 1977, EAJ-PNB a déjà communiqué à ETA le

refus permanent de toute imposition militaire. EAJ-PNB a toujours maintenu cette position et la maintiendra. Dans le passé, maintenant et toujours. Nous n'accepterons jamais l'imposition totalitaire d'ETA qui prétend imposer des objectifs politiques par la violence et la menace. Nous hausserons toujours le ton face à ceux qui tuent, ceux qui assassinent pour s'imposer au reste de la société.

Nous pensons que le débat sémantique sur la rupture ou la suspension de la trêve n'a pas beaucoup d'intérêt. Nous le laissons aux politologues. Ce qui est évident c'est que les bases sur lesquelles reposaient ce processus né en 2004 et renforcé par la trêve du 22 mars sont aujourd'hui inexistantes. Il est évident que la société, dans cette délicate situation exige que nous poursuivions la route pour en finir avec la violence et construire la paix.

Notre document sur la paix et la normalisation



Josu Jon Imaz, un président responsable et courageux

politique est toujours valable

Notre position face à la fin dialoguée de la violence et la normalisation politique est très éloignée de l'agenda d'ETA. EAJ-PNB approuvait son Document sur la paix et la normalisation politique à l'unanimité le 10 octobre 2005, cinq mois avant l'annonce du cessez-le-feu par ETA. Notre document d'octobre 2005 est toujours en vigueur dans tous ses effets.

Notre position étant la même, il est évident que

notre espérance a décliné. Nous ne serions pas humains si un attentat d'une telle gravité n'affectait profondément notre sensibilité et notre espérance. Nous sommes dans une certaine mesure dans une situation pire qu'avant la Déclaration d'Anoeta, (la frustration de l'opportunité perdue nous renvoie à des positions pires qu'avant).

ETA a prétendu s'ériger une fois de plus en juge de la vie des personnes, et avec elle de la vie politique et sociale basque. ETA a décidé de tuer parce que la façon dont les partis politiques conduisent les débats ne lui convient pas, parce qu'il a décidé de refuser le réseau de relations qu'ont tissé les forces politiques basques tout au long des 9 derniers mois.

ETA a rompu le cessez-le-feu permanent avec cet attentat. La paix s'éloigne. Parce que la paix n'est pas quelque chose qui dépend exclusivement de notre volonté ; ce n'est pas une variable indépendante d'ETA, mais le contraire : l'arrêt de la violence peut signifier le début d'un processus de paix, même si cela ne suppose

pas en soi son couronnement. Nous le disions dans notre document d'octobre 2005. L'arrêt de la violence est la clé d'un processus.

De plus, la résolution de mai 2005 du Congrès des Députés le dit textuellement : "si les conditions adéquates se produisent pour une fin dialoguée de la violence, basée sur une volonté claire d'y mettre un terme et dans des attitudes inéquivoques qui puissent conduire à cette conviction, nous appuyons les processus de dialogue entre les pouvoirs compétents de l'Etat et ceux qui décident d'abandonner la violence en respectant à tout moment le principe démocratique qui ne souffre aucune conces-